

Pièce n°8

Rapport de synthèse des avis issus de la consultation des institutions et propositions de réponses



Table des matières

1. Objet de la consultation	1
2. Résultats de la consultation	2
3. Remarques et propositions de réponses aux avis.....	2
4. ANNEXE : Recueil des avis suite à la consultation administrative	9

1. Objet de la consultation

Le 6 mars 2018, la Commission Locale de l'Eau du SAGE Camargue gardoise a validé son projet de SAGE ainsi que son rapport d'évaluation environnementale à l'unanimité.

Cette étape a permis de lancer la procédure de consultation administrative le 27 mars 2018 auprès des institutions suivantes :

- 11 communes : Vauvert, Saint Gilles, Aigues Mortes, Le Grau du Roi, Saint Laurent d'Aigouze, Aimargues, Le Cailar, Bauvoisin, Bellegarde, Fourques et Beaucaire,
- Intercommunalités : communauté de communes Petite Camargue, communauté de communes Terre de Camargue, communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence et la communauté d'agglomération Nîmes Métropole.
- Conseil départemental du Gard,
- Conseil Régional Occitanie,
- Chambre d'agriculture du Gard,
- Chambre de Commerce et d'Industrie du Gard,
- Chambre des métiers et de l'artisanat du Gard,
- EPTB Vistre,
- EPTB Vidourle,
- SYMADREM,
- Syndicat Mixte des nappes Vistrenque et Costières,
- Syndicat mixte Camargue Gardoise,
- Comité de Gestion des Poissons Migrateurs.

Etaient également sollicités pour rendre un avis ou faire part de leurs observations :

- Le comité d'agrément du bassin Rhône Méditerranée sur le projet de SAGE (avis) afin de vérifier notamment sa comptabilité avec le SDAGE (objectifs, orientations, dispositions), la prise en compte du programme de mesures de la masses d'eau et la cohérence avec le SAGE Vistre-Nappes Vistrenque et Costières dont les périmètres croisent le périmètre du SAGE Camargue gardoise. Il a exprimé son avis sur le projet de SAGE le 8 juin 2018, au titre de l'article R.212-38 CE.
- L'autorité environnementale sur le projet du SAGE et son évaluation environnementale. Ces avis et les propositions de modification dans le SAGE sont synthétisés dans un autre document intitulé « Note de réponse à l'autorité environnementale ».

Le délai imparti pour rendre un avis était fixé à 4 mois excepté pour l'autorité environnementale qui ne disposait de 3 mois pour formuler ces avis. Pour les autres instances, une absence de réponse au-delà du temps réglementaire, valait avis favorable.

Le recueil des avis suite à la consultation des institutions est inséré en annexe.

2. Résultats de la consultation

Sur les **27** organismes sollicités (hors autorité environnementale), **7** ont émis un avis dans les délais.

20 avis sont réputés favorables (absence d'avis dans les délais impartis) :

- Conseil Régional Occitanie,
- Conseil Départemental du Gard,
- Chambre de Commerce et d'Industrie du Gard,
- Chambre des métiers et de l'artisanat du Gard,
- Chambre d'agriculture du Gard,
- Commune de Beaucaire, Saint Gilles, Beauvoisin, Vauvert, Cailar, Aimargues, Saint Laurent d'Aigouze, Aigues Mortes, Grau du Roi,
- Communauté de communes Petite Camargue, Terre de Camargue,
- Communauté d'agglomération Nîmes Métropole,
- EPTB Vidourle,
- SYMADREM,
- Syndicat Mixte pour la protection et la gestion de la Camargue Gardoise.

2 avis favorables sans remarque :

- Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costières,
- Commune de Fourques (3 mai 2018).

3 avis favorables avec remarques :

- Comité d'agrément du bassin RM,
- EPTB Vistre,
- Comité de gestion des poissons migrateurs Rhône Méditerranée (COGEPOMI).

3 avis défavorables :

- Commune de Bellegarde,
- Communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence,
- Commune de Fourques (10 juillet 2018).

3. Remarques et propositions de réponses aux avis

Les remarques des acteurs sur le projet de SAGE Camargue gardoise ainsi que les réponses et/ou propositions de modifications éventuelles du projet de SAGE sont présentées ci-dessous. Les propositions de modifications issues des avis seront soumises à la CLE après l'enquête publique.

N°	Acteurs	Enjeu concerné	Thème	Observations ou remarques des acteurs sollicités durant la consultation	Dispositions/règles du SAGE ou chapitres concernés	Proposition de réponses (Les propositions d'ajout de paragraphes dans le SAGE sont en bleu)
1	Comité d'agrément de bassin RM	Tous	Recommandations	<p>SOULIGNE l'important travail accompli par la commission locale de l'eau et le syndicat mixte de la Camargue Gardoise pour élaborer ce projet de SAGE ;</p> <p>NOTE AVEC INTERET l'ambition du projet de SAGE pour la préservation des zones humides ;</p> <p>SOUTIENT vivement l'objectif de détermination des flux admissibles en nutriments visant à restaurer le bon état écologique des milieux aquatiques et en particulier des étangs ;</p> <p>INSISTE sur l'importance de continuer les efforts de réduction des pollutions diffuses en provenance de la navigation (bateaux de tourisme) et de l'utilisation de pesticides, agricoles et non agricoles;</p> <p>ENCOURAGE la structure porteuse à développer des partenariats avec les acteurs économiques du territoire et en particulier avec les structures agricoles, relais indispensables à la bonne mise en œuvre du SAGE ;</p> <p>ENCOURAGE également la structure porteuse à entretenir et intensifier sa collaboration avec les structures porteuses des démarches de bassin-versant voisines, y compris pour la préservation des ressources en eau potable, et dans un contexte où l'atteinte des objectifs du SDAGE est pour partie conditionnée par les politiques conduites à l'amont ;</p> <p>RECOMMANDE à la structure porteuse de participer activement à l'étude SOCLE pilotée par le SYMADREM pour porter les enjeux du SAGE ;</p> <p>SOULIGNE l'enjeu de reconnaître le syndicat mixte de la Camargue gardoise comme acteur de la gestion des zones humides et du ressuyage des crues et de prendre en compte ce rôle dans l'organisation en cours de la compétence GEMAPI à l'échelle du delta ;</p> <p>INVITE la commission locale de l'eau à prévoir lors de la prochaine révision du SAGE, l'intégration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des flux admissibles en nutriments ; - des objectifs et recommandations de préservation et de restauration du milieu littoral et marin à l'issue de la synthèse des éléments de connaissance sur ces milieux, programmée par le SAGE ; - et plus largement à s'inscrire résolument dans une stratégie d'anticipation du changement climatique. 	PAGD/ Règlement	Aucune remarque

2	COGEPOMI	A	Préservation et restauration des population de poissons migrateurs	<p><i>RAPPELLE que le périmètre du SAGE de la Camargue gardoise est compris en totalité dans l'enveloppe des zones d'action pour les poissons grands migrateurs telle que définies dans le PLAGEPOMI 2016-2021 il renvoie pour illustration à la carte des enjeux grands migrateurs en annexe.</i></p> <p><i>CONSTATE que :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- Les enjeux généraux de préservation et de restauration des populations de poissons grands migrateurs n'apparaissent pas directement dans le projet : ni le plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) ni l'atlas cartographique ne mentionnent le règlement européen anguille, le plan, anguille ou le PLAGEPOMI Rhône-Méditerranée ;- Les poissons migrateurs sont explicitement mentionnés dans la disposition du PAGD A3.1 qui vise à l'inventaire de la ressource piscicole et à l'évaluation de l'impact des ouvrages sur la circulation des espèces. <p><i>CONSIDERE que :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- L'enjeu de la continuité écologique réside désormais sur le territoire du SAGE en la consolidation de la bancarisation des petits ouvrages de lagunes et de zones humides dans le ROE (référentiel des obstacles à l'écoulement) ;- Plus largement que sous l'angle de la continuité écologique, c'est sous celui des impacts de la gestion des milieux aquatiques ou humides sur les populations de poissons que doit être abordée la question des grands migrateurs sur le territoire ;- la commission locale de l'eau a un rôle important à jouer, en lien avec les territoires voisins, sur la connaissance et la sensibilisation aux enjeux des espèces de poissons migrateurs. <p><i>DEMANDE en conséquence que la mise en œuvre du PAGD prenne bien en compte les objectifs afférents aux poissons grands migrateurs. Particulièrement, les plans de gestion des zones humides dont la mise en place est soutenue par le SAGE doivent intégrer l'enjeu de préservation du cycle de vie des poissons migrateurs ;</i></p> <p><i>PROPOSE que la rédaction de la disposition A3.1 soit reprise pour faire mention de l'absence de procédures de police récentes constatant le braconnage de la civelle, ce qui atteste vraisemblablement d'un enjeu faible, et en régression, sur le territoire ;</i></p>	Synthèse de l'Etat des lieux du PAGD	<p><u>Remarques</u> : Le Plan de Gestion Anguille (PGA) apparait dans la synthèse de l'Etat des lieux p.25.</p> <p><u>Propositions de modifications dans le SAGE</u></p> <p>Afin d'avoir une meilleure prise en compte des enjeux sur les grands migrateurs, il est proposé les modifications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- Ajout du paragraphe suivant (noté en bleu) dans la synthèse de l'Etat des lieux p.25 : « Un peuplement diversifié mais une circulation des espèces contrainte » [...] « Quatre espèces migratrices amphihalines sont présentes sur le secteur : l'Alose feinte du Rhône, l'Anguille européenne et la Lamproie marine et le Mulet porc. Le PLAGEPOMI Rhône Méditerranée 2016-2021 identifie les enjeux et définit les objectifs, priorités et recommandations en faveur de la préservation de 3 espèces (anguille, alose feinte du Rhône et lamproie marine). Sur le territoire du SAGE, le PLAGEPOMI inscrit le Vidourle et le Petit Rhône comme zones d'actions prioritaire (ZAP) pour la lamproie marine, l'alse et l'anguille. Le Vistre est classé en ZAP pour l'anguille. Les étangs du Scamandre, Charnier et Crey ainsi que les lagunes (étang de la Marette, étang du Médard et salins) sont en ZAP pour l'anguille et la lamproie marine. [...]<p>De plus, une carte sur les enjeux de préservation des poissons migrateurs sera insérée dans l'atlas cartographique du SAGE en identifiant les Zones d'Actions Prioritaires de l'anguille, la lamproie marine et l'alse, les ouvrages listes 2 prioritaires Rhône Méditerranée, les tronçon liste 2 ainsi que les lagunes de la ZAP. Cette carte sera associée à certaines dispositions du PAGD à savoir : A2-1, A3-1, B3-6, B3-7 et B3-8.</p>	A2-1	<p><u>Propositions de modifications dans le projet de SAGE</u></p> <p>Afin d'avoir une meilleure prise en compte de l'enjeu de préservation du cycle de vie des poissons migrateurs, il est proposé d'ajouter un objectif commun dans le descriptif de la disposition :</p> <ul style="list-style-type: none">- La préservation du cycle de vie des poissons migrateurs : anguille, lamproie marine et alose feinte du Rhône.	A3-1	<p><u>Remarques</u></p> <p>Le PLAGEPOMI est cité dans le contexte de la disposition A3-1.</p> <p><u>Propositions de modifications dans le projet de SAGE</u></p> <p>Ajout, dans le rappel du cadre législatif et réglementaire et lien avec le SDAGE, les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- Règlement européen anguille- Plan national anguille <p>Ajout dans le contexte de la disposition, paragraphe « Continuité écologique » les éléments suivants :</p> <p>« Le référentiel des obstacles à l'écoulement (ROE), développé par l'ONEMA, recense l'ensemble des ouvrages inventoriées sur le territoire. Cet inventaire permettra d'évaluer le risque d'impact de chacun des obstacles sur la continuité écologique (possibilités de franchissement par la faune aquatiques, perturbation des migrations,...). Il est important que cette bancarisation des petits ouvrages de lagunes et de zones humides dans le ROE soit consolidée ».</p> <p>Remplacement du paragraphe suivant situé dans le contexte de la disposition « Pêche professionnelle », « Problématique du braconnage de la civelle : l'activité du braconnage est constatée sur le territoire mais son impact n'est pas précisément évalué » par « Le braconnage de la civelle est en régression et constitue donc un enjeu faible sur le territoire. Il n'existe aucune procédure de police récente à ce sujet ».</p>
---	----------	---	--	--	--------------------------------------	--	------	---	------	--

2	COGEPOMI	B	Préservation et restauration des population de poissons migrateurs	<i>DEMANDE en conséquence que la mise en œuvre du PAGD prenne bien en compte les objectifs afférents aux poissons grands migrateurs. Particulièrement, les plans de gestion des zones humides dont la mise en place est soutenue par le SAGE doivent intégrer l'enjeu de préservation du cycle de vie des poissons migrateurs ;</i>	B3-6	<u>Propositions de modifications dans le projet du SAGE</u> <ul style="list-style-type: none"> Ajout dans le contexte de la disposition l'enjeu de « Préservation du cycle de vie des poissons migrateurs : anguille et lamproie marine. En effet, les étangs Scamandre-Crey-Charnier sont identifiés en Zone Prioritaire d'Action pour ces espèces ». Ajout dans le descriptif de la disposition : 3 - La CLE recommande que les mesures de gestion adoptée soient compatibles avec le cycle de vie et les conditions de migration de l'anguille et de la lamproie marine.
					B3-7	<u>Propositions de modifications dans le projet du SAGE</u> <p>Ajout dans le descriptif de la disposition : 3 – La CLE recommande que les ouvrages et mesures de gestion adoptés soit compatibles avec le cycle de vie et les conditions de migration de l'anguille et de la lamproie marine. En effet, l'étang du Médard est inscrit comme ZAP pour ces 2 espèces.</p>
					B3-8	<u>Propositions de modifications dans le projet du SAGE</u> <p>Ajout dans le descriptif de la disposition : 3 – La CLE recommande que les ouvrages et mesures de gestion adoptés soit compatibles avec le cycle de vie et les conditions de migration de l'anguille et de la lamproie marine. En effet, l'étang de la Marette est inscrit comme ZAP pour ces 2 espèces.</p>
					Tableau de bord SAGE	<u>Remarques</u> <p>Un indicateur intitulé « avancement des actions de connaissance et de préservation de la ressource piscicoles » sera suivi chaque année. Dans un premier temps, l'avancement du bilan des ressources piscicoles sera suivi. Dans un second temps, chaque année, le nombre d'ouvrages perturbateurs pour la continuité écologique ainsi que le nombre d'ouvrages qui ont été adaptée pour l'année concerné seront suivis.</p>
3a	EPTB Vistre	/	Modification dans la rédaction d'un paragraphe	<i>PAGD – p23 – paragraphe « un territoire vulnérable aux pollutions » : « l'eau du vistre draine, en amont du territoire, les eaux des cadereaux ». Or les cadereaux de Nîmes font partie des affluents du Vistre, qui lui, draine plus largement les plaines du Vistre et du Rhône.</i>	Chapitre 1 : Synthèse de l'Etat des lieux, p.23	<u>Propositions de modifications dans le SAGE</u> <p>Ainsi la qualité de ces eaux est tout d'abord dépendante de la qualité des eaux provenant des bassins extérieurs, dont notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'eau du Vistre qui draine les plaines du Vistre et du Rhône, - Les eaux circulant dans les canaux (affluents du Vistre) proviennent dans leur grande majorité...
3b		C	Ressuyage	« <i>Modification d'une cellule de crise « ressuyage de la basse vallée du Vidourle et du Vistre » dont l'objet :[...] :</i> - Pomp page démarrage préventif de la station et ouverture de l'ouvrage hydraulique vanné pour évacuation gravitaire des eaux [...] » - <i>Décision de démarrage et arrêt de la station et manipulation de l'ouvrage hydraulique vanné selon les niveaux constatés dans le contre-canal [...]. »</i>	C1-1	<u>Propositions de modifications du paragraphe situé dans le descriptif de la disposition</u> <p>« Modification d'une cellule de crise « ressuyage de la basse vallée du Vidourle et du Vistre » dont l'objet :[...] :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Démarrage préventif de la station et ouverture de l'ouvrage hydraulique vanné pour évacuation gravitaire des eaux [...] - Décision de démarrage et arrêt de la station et manipulation de l'ouvrage hydraulique vanné selon les niveaux constatés dans le contre-canal [...]. »
3c		C	Evacuation des crues	« <i>Le PAPI 2 Vistre [...] :</i> - <i>Gestion des ouvrages de protection hydraulique : sécurisation de la digue de la Méjane au Cailar (réalisé PAPI 1) .[...] »</i> . La sécurisation des digues à Le Cailar a été étudiée dans le cadre du PAPI 1 Vistre mais les travaux structurels restent à réaliser (action non inscrite au PAPI 2 Vistre.	C2-1	<u>Propositions de modifications dans le contexte de la disposition</u> <p>« Le PAPI 2 Vistre [...] :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gestion des ouvrages de protection hydraulique : sécurisation de la digue de la Méjane au Cailar (réalisé PAPI 1)][...]
3d		C	Gestion et entretien des ouvrages	<i>Il convient cependant de s'assurer de leur gestion et de leur entretien afin de mieux maîtriser les impacts potentiels d'une inondation et de limiter les risques de brèches au droit d'enjeux socio-économiques, notamment en ce qui concerne les « petits ouvrages hydrauliques non inclus dans un système d'endiguement ou dans un aménagement hydraulique ayant pour vocation la protection contre les inondations ».</i>	C2-3	<u>Propositions de modifications dans le contexte de la disposition</u> <p>« Il convient cependant de s'assurer de leur gestion et de leur entretien afin de mieux maîtriser les impacts potentiels d'une inondation et de limiter les risques de brèches au droit d'enjeux socio-économiques, notamment en ce qui concerne les « petits ouvrages non inclus dans un système d'endiguement ou dans un aménagement hydraulique ayant pour vocation la protection contre les inondations ».</p>

4a	Communauté de communes de Beaucaire Terre d'Argence	A		<p><i>Le P.A.G.D préconise en objectif A1-3 d'«éviter les travaux ou aménagements pouvant entraîner le cloisonnement, l'imperméabilisation, le remblai, L'assèchement ou la mise en eau des zones humides ». Aussi, il précise de «préserver et maintenir les espaces de bon fonctionnement des zones humides » et qu'« en cas de nécessaire compensation, la CLE rappelle que celle-ci doit viser une valeur guide de 200% de la surface perdue, dont 100% pour une zone humide fortement dégradée en visant des fonctions équivalentes à celles impactées par le projet, et 100% par amélioration des fonctions de zones humides partiellement dégradées ».</i></p> <p><i>La CCBTA a d'ores et déjà engagé des frais pour des études concernant le port de plaisance intercommunal à Fourques, pour lequel l'étude faune/flore et l'étude d'impact ont déjà eu lieu avec force détails. C'est un projet phare de notre intercommunalité, situé dans le prolongement des espaces déjà artificialisés, permettant de limiter l'étalement urbain et répondant aux exigences des services de l'Etat.</i></p> <p><i>Les recommandations mentionnées ci-dessus pourraient mettre en péril la faisabilité de l'opération.</i></p>	A1-3	<p><u>Propositions de réponses</u></p> <p>Dans sa disposition A1-3, le SAGE rappelle les prescriptions réglementaires et celles du SDAGE déjà appliquées sur le territoire.</p> <p>Dans cette disposition, la CLE préconise : « Eviter les travaux ou aménagements pouvant entraîner le cloisonnement, l'imperméabilisation, le remblai, L'assèchement ou la mise en eau des zones humides ». Ce sont des principes de préservation et de gestion durable des zones humides. En effet, les zones humides remplissent des fonctions importantes pour le territoire (zone d'expansion des crues, réservoir de biodiversité, rôle d'épuration des eaux...). De plus, de par leur nombreuses fonctions, les zones humides rendent de nombreux services à la collectivité notamment : prévention contre les inondations, support de nombreux loisirs (chasse, pêche, ..) et offre une valeur paysagère qui contribue à l'attractivité du territoire. Ces éléments n'ont pas de valeur réglementaire, c'est une préconisation du SAGE.</p> <p>Seule la règle 3 du SAGE intitulé « Préserver les zones humides à caractère naturel, exploitée ou non », liée à cette disposition, possède une valeur réglementaire forte. Mais cette règle concerne seulement des zones humides ciblées qui se situent principalement au sud du périmètre du SAGE (confère carte REG3 de l'atlas cartographique). Le SAGE n'aura aucun impact sur la faisabilité de votre projet concernant le port de plaisance intercommunal à Fourques.</p> <p>« En cas de nécessaire compensation, la CLE rappelle que celle-ci doit viser une valeur guide de 200% de la surface perdue, dont 100% pour une zone humide fortement dégradée en visant des fonctions équivalentes à celles impactées par le projet, et 100% par amélioration des fonctions de zones humides partiellement dégradées ». Ces éléments sont des prescriptions inscrites dans la disposition 6B-04 du SDAGE Rhône Méditerranée intitulé « Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets ».</p>
4b	Communauté de communes de Beaucaire Terre d'Argence	A	Inventaire des zones humides Plan de gestion des zones humides	<p><i>Pour atteindre l'objectif A1-4 du P.A.G.D, la CLE encourage les PLU/PLUi à « <u>prévoir la réalisation d'un inventaire des zones humides à la parcelle</u> » sur les secteurs potentiellement urbanisables, y compris les zones humides de moins de 1000 m2 ; la CLE recommande que les zones humides ainsi inventoriées soient portées à la connaissance de la CLE et fassent l'objet de mesures de préservation via les orientations et règles inscrites dans les documents d'urbanisme ».</i></p> <p><i>De plus, au travers de l'objectif A2-1 du PAGD, « La CLE recommande que des plans de gestion locaux des zones humides (et d'étangs, selon le secteur concerné) soient élaborés et mis en œuvre par les structures locales de gestion, les personnes publiques compétentes ».</i></p> <p><i>Les recommandations mentionnées ci-dessus sont de nature à impacter, de manière notable, le budget affecté aux études et l'élaboration des documents d'urbanismes en faisant financer par les communes des études (encore ?) non prévues par les dispositions nationales et l'élaboration des documents d'urbanisme.</i></p>	A1-2 A1-4 A2-1	<p><u>Proposition de réponses</u></p> <p>La disposition A1-4 s'adresse exclusivement au SCOT Sud Gard puisque la réglementation impose à celui-ci d'être compatible avec les objectifs de protection du SAGE. Cette disposition encourage effectivement les PLU/PLUi à « prévoir la réalisation d'un inventaire des zones humides à la parcelle » sur les secteurs potentiellement urbanisables, y compris les zones humides de moins de 1000 m² ». Ce n'est pas une obligation mais une recommandation du SAGE. L'objectif de cette recommandation est d'identifier la présence ou non de zones humides à l'échelle du PLU/PLUi et ainsi éviter de détruire des zones humides à enjeux.</p> <p>Concernant la disposition A2-1, elle vise effectivement à mettre en place des plans de gestion sur les zones humides du périmètre du SAGE. Ces plans de gestions sont mis en place en déclinaison de la stratégie de gestion et de préservation des zones humides (disposition A1-2). En attente de cette stratégie, seules Les secteurs suivants ont été identifiées comme prioritaires : étangs et marais Scamandre-Crey-Charnier, étang de la Marette et ses zones humides annexes, l'étang du Médard et ses zones humides.</p> <p>D'après l'inventaire des zones humides du CG30, il existe effectivement sur votre territoire des zones humides à enjeux car elles remplissent des fonctions importantes : régulation des crues, réservoir de biodiversité, production de biomasse et épuration des eaux.</p> <p>L'étude sur l'élaboration de la stratégie de gestion et de préservation des zones humides (prévue dans la disposition A1-2 du SAGE), financée par l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et le SMD, permettra d'identifier et de hiérarchiser les zones humides à enjeux qui nécessiteront la mise en place d'un plan de gestion sur les zones humides. Tous les secteurs de zones humides ne nécessitent pas systématiquement l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de gestion.</p> <p>Pour les zones humides qui seront identifiées avec des enjeux forts, l'élaboration et la mise en place d'un plan de gestion sera discutée au sein d'une commission Exécutive de Zone Humide (ou comité de gestion), constituée par le maître d'ouvrage.</p>

4c	Communauté de communes de Beaucaire Terre d'Argence	B	Zones humides	<i>Pour viser l'objectif B2-6, « la CLE recommande que les collectivités territoriales ou leurs établissements publics compétents dressent un rapport annuel de l'avancement de la mise en conformité des installations et le transmettent à la CLE ». Ce type de document est déjà transmis à l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.</i>	B2-6	Aucune remarque
4d	Communauté de communes de Beaucaire Terre d'Argence	C	Intégration de la gestion du risque inondation dès la conception et la réalisation des projets et aménagements	<i>Dans l'objectif C1-5, la CLE recommande qu'«en zone inondable par débordement du Rhône ou Petit Rhône, la spécificité de l'activité agricole soit prise en considération pour déterminer la constructibilité des bâtiments agricoles en zone inondable » selon la doctrine de juillet 2006. Est-ce que cette doctrine qui date de 2006 a-t-elle été intégrée au PPRI? Y-a-t-il compatibilité entre les deux ?</i>	C1-5	<p><u>Réponses apportées</u></p> <p>Dans le cadre du plan Rhône, une doctrine commune pour l'élaboration des PPRI du Rhône et de ses affluents à crue lente a effectivement été mise en place. Elle donne un cadre commun pour la rédaction homogène des PPRI tout au long du fleuve, en raison des enjeux et des problématiques communes et partagées. Cette doctrine commune doit s'appliquer par extension, aux PLU au titre de l'article L121-1 du code de l'urbanisme, ainsi qu'aux autorisations de construire.</p> <p>La spécificité du fleuve Rhône a conduit à approfondir certains sujets sous la forme d'annexes intégrées à la doctrine.</p> <p>Le 12 mai 2015, la commission administrative de Bassin a validé l'annexe technique relative aux principes de réglementation des bâtiments agricoles en zone inondable. Elle a pour vocation de contribuer à une évolution des réglementations PPRI sur ce sujet. Cette annexe concerne géographiquement le Rhône et ses affluents à crue lente. Elle fixe un cadre minimum d'ouverture pour le maintien et la réduction de la vulnérabilité de l'activité agricole en zone inondable, ce qui constitue déjà un objectif rappelé dans la Stratégie Nationale Gestion des Risques Inondations (SNGRI) comme dans le plan Rhône.</p> <p>Le SNGRI se décline ensuite en Stratégie Locale de Gestion du Risque Inondation (SLGRI). Le territoire du SAGE Camargue Gardoise est concerné par 3 SLGRI : SLGRI Delta du Rhône, SLGRI du bassin versant du Vidourle et SLGRI du bassin versant du Vistre.</p> <p>Sur le périmètre du SAGE Camargue gardoise, l'annexe technique relative aux principes de réglementation des bâtiments agricoles en zone inondable a été intégrée dans le PPRI de Saint Gilles. Pour les autres PPRI du périmètre du SAGE, il faudra attendre la prochaine révision.</p>
4e	Communauté de communes de Beaucaire Terre d'Argence	Tous		<p><i>Le SAGE par ses prescriptions, études complémentaires (inventaire des zones humides à la parcelle à la charge des communes) rajoute encore des contraintes et des normes locales aux normes nationales.</i></p> <p><i>Nos collectivités en lien avec les associations d'élus demandent un moratoire sur les normes. Ce n'est pas pour en rajouter nous-mêmes au niveau local.</i></p> <p><i>Appliquons les textes en vigueur, certes, mais sans ajouter d'interprétations larges afin de ne pas pénaliser de trop nos acteurs locaux (agriculteurs principalement, et autres...)</i></p> <p><i>D'autant que dans certains cas de compensation 200%, les collectivités que nous sommes n'ont pas d'outils à disposition pour trouver des espaces de compensation, ce qui est de nature à remettre en cause certains projets.</i></p> <p><i>La CCBTA n'est pas adhérente au Syndicat Mixte pour la protection et la gestion de la Camargue Gardoise et ne souhaite pas le devenir mais ceci n'empêchera en rien des coopérations thématiques avec le Syndicat Mixte au titre de la Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA) au cas par cas.</i></p> <p><i>Les procédures environnements sont déjà en cours sur notre territoire, et nous ne souhaitons pas ajouter des obligations locales aux obligations législatives et réglementaires.</i></p>	PAGD	<p>La plupart des dispositions du PAGD du SAGE visent à rappeler la réglementation ou les prescriptions déjà en vigueur sur le territoire. Elles ne constituent donc pas des obligations réglementaires supplémentaires. Par exemple, par sa disposition B2-3 du SAGE, la CLE préconise la mise en application de pratiques agricoles pas ou peu polluantes.</p> <p>Le règlement du SAGE, quant à lui, ajoute effectivement une réglementation plus contraignante sur le territoire du SAGE. Le règlement est composé de 3 règles dont 2 concernent les zones humides.</p> <p>La règle n°1 intitulée « Encadrer tout nouveau rejet direct vers les étangs de Camargue gardoise » vise à préserver certains étangs qui présentent un état écologique médiocre à savoir les étangs du Médard, Marette et Scamandre/Charnier/Crey. Votre territoire n'est pas concerné par cette règle.</p> <p>La règle n°2 « Limiter l'impact des nouvelles imperméabilisations » rappelle la doctrine « Eviter, Réduire et Compenser l'impact des nouvelles imperméabilisation », déjà appliqué par la DDTM du Gard.</p> <p>La règle n°3 du règlement intitulé « Préserver les zones humides à caractère naturel, exploitées ou non » vise à préserver certaines zones humides présentant des enjeux forts tant sur le plan des fonctions remplies (hydrologique, biologiques...) que sur le plan des services rendus au territoire (épuration des eaux, prévention des risques, réservoir d'espèces remarquables...). Seules quelques zones humides présents sur votre territoire sont concernées (confère carte REG3a).</p>
5	Mairie de Fourques	Tous		<p><i>« [...] certaines préconisations relevées dans le règlement de ce Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau ont fait l'objet d'observations par les services juridique et d'urbanisme de la Communauté de Communes «Beaucaire Terre d'Argence»qui ont attirés l'attention :</i></p> <p><i>Le P.A.G.D préconise en objectif A1-3 d'«éviter les travaux ou aménagements pouvant entraîner le cloisonnement, l'imperméabilisation, le remblai, L'assèchement ou la mise en eau des zones humides). Aussi, il précise de «préserver et maintenir les espaces de bon</i></p>	PAGD	La réponse est identique à celle de la communauté de communes de Beaucaire Terre d'Argence (confère avis n°4).

				<p><i>fonctionnement des zones humides » et qu'« en cas de nécessaire compensation, la CLE rappelle que celle-ci doit viser une valeur guide de 200% de la surface perdue, dont 100% pour une zone humide fortement dégradée en visant des fonctions équivalentes à celles impactées par le projet, et 100% par amélioration des fonctions de zones humides partiellement dégradées ».</i></p> <p><i>La Communauté de Communes «Beaucaire Terre d'Argence» a d'ores et déjà engagé des frais pour des études concernant le port de plaisance intercommunal à Fourques, pour lequel l'étude faune/flore et l'étude d'impact ont déjà eu lieu avec force détails. C'est un projet phare de notre intercommunalité, situé dans le prolongement des espaces déjà artificialisés, permettant de limiter l'étalement urbain et répondant aux exigences des services de l'Etat. Les recommandations mentionnées ci-dessus pourraient mettre en péril la faisabilité de l'opération.</i></p> <p><i>Pour atteindre l'objectif A1-4 du P.A.G.D, la CLE encourage les PLU/PLUi à « <u>prévoir la réalisation d'un inventaire des zones humides à la parcelle</u> » sur les secteurs potentiellement urbanisables, y compris les zones humides de moins de 1000 m2 ; la CLE recommande que les zones humides ainsi inventoriées soient portées à la connaissance de la CLE et fassent l'objet de mesures de préservation via les orientations et règles inscrites dans les documents d'urbanisme ».</i></p> <p><i>De plus, au travers de l'objectif A2-1 du PAGD, « La CLE recommande que des plans de gestion locaux des zones humides (et d'étangs, selon le secteur concerné) soient élaborés et mis en œuvre par les structures locales de gestion, les personnes publiques compétentes qui sont définies comme les collectivités territoriales et leurs établissements publics».</i></p> <p><i>Les recommandations mentionnées ci-dessus sont de nature à impacter, de manière notable, le budget affecté aux études et l'élaboration des documents d'urbanismes en faisant financer par les communes des études non prévues par les dispositions nationales et l'élaboration des documents d'urbanisme.</i></p> <p><i>Le SAGE par ses prescriptions, études complémentaires, rajoute encore des contraintes et des normes locales aux normes nationales [...] ».</i></p>		
6	Mairie de Bellegarde	Tous	Tous	<p><i>Monsieur le Maire dit que c'est un projet compliqué à cerner mais insiste sur le fait que cela est une question importante. Monsieur le Maire explique qu'il est d'ailleurs plutôt réticent car cela donne des obligations a ceux qui vivent dans ce territoire et notamment les agriculteurs (beaucoup de contraintes). Monsieur le Maire craint donc qu'il y ait trop de contraintes supplémentaires pour notre territoire, pour les agriculteurs et les habitants en termes d'urbanisation, d'utilisation de l'eau d'irrigation etc...).</i></p>	Tout le PAGD/ Règlements	<p>Afin de mieux cerner le SAGE, des actions de communication, notamment lors de l'enquête publique, seront engagées afin de vulgariser ce projet : plaquette de communication, film de présentation...</p> <p>La plupart des dispositions du PAGD du SAGE sont des recommandations ou des préconisations sur le territoire du SAGE et non des obligations. Par exemple, par sa disposition B2-3 du SAGE, la CLE préconise la mise en application de pratiques agricoles pas ou peu polluantes.</p> <p>Le règlement du SAGE, quant à lui, ajoute effectivement une réglementation plus contraignante sur le territoire du SAGE. Le règlement est composé de 3 règles.</p> <p>La première règle intitulée « Encadrer tout nouveau rejet direct vers les étangs de Camargue gardoise » vise préserver certains étangs qui présentent un état écologique médiocre à savoir les étangs du Médard, Marette et Scamandre/Charnier/Crey. Votre territoire n'est pas concerné par cette règle.</p> <p>La règle n°2 « Limiter l'impact des nouvelles imperméabilisations » rappelle la doctrine « Eviter, Réduire et Compenser l'impact des nouvelles imperméabilisation », déjà appliqué par la DDTM du Gard.</p> <p>La règle n°3 du règlement intitulé « Préserver les zones humides à caractère naturel, exploitées ou non » vise à préserver certaines zones humides présentant des enjeux forts tant sur le plan des fonctions remplies (hydrologique, biologiques...) que sur le plan des services rendus au territoire (épuration des eaux, prévention des risques, réservoir d'espèces remarquables...). Seules quelques zones humides présents sur votre territoire sont concernées (confère carte REG3a).</p>

4. ANNEXE : Recueil des avis suite à la consultation administrative

COMITE D'AGREMENT DU BASSIN RHONE-MEDITERRANEE

SEANCE DU 8 JUIN 2018

DELIBERATION N° 2018-8

PROJET DE SAGE DE LA CAMARGUE GARDOISE (30)

Le comité d'agrément du comité de bassin Rhône Méditerranée, délibérant valablement,

Vu le règlement intérieur du comité de bassin Rhône Méditerranée, notamment son article 21 relatif au comité d'agrément,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L. 212-6 et R. 212-38,

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée,

Vu la délibération n° 2017-24 du comité d'agrément du 19 octobre 2017 relative à l'adoption du mode opératoire du comité d'agrément,

Vu le projet de SAGE Camargue Gardoise,

Vu le rapport du directeur général de l'agence de l'eau,

SOULIGNE l'important travail accompli par la commission locale de l'eau et le syndicat mixte de la Camargue Gardoise pour élaborer ce projet de SAGE ;

NOTE AVEC INTERET l'ambition du projet de SAGE pour la préservation des zones humides ;

SOUTIENT vivement l'objectif de détermination des flux admissibles en nutriments visant à restaurer le bon état écologique des milieux aquatiques et en particulier des étangs ;

INSISTE sur l'importance de continuer les efforts de réduction des pollutions diffuses en provenance de la navigation (bateaux de tourisme) et de l'utilisation de pesticides, agricoles et non agricoles ;

ENCOURAGE la structure porteuse à développer des partenariats avec les acteurs économiques du territoire et en particulier avec les structures agricoles, relais indispensables à la bonne mise en œuvre du SAGE ;

ENCOURAGE également la structure porteuse à entretenir et intensifier sa collaboration avec les structures porteuses des démarches de bassin-versant voisines, y compris pour la préservation des ressources en eau potable, et dans un contexte où l'atteinte des objectifs du SDAGE est pour partie conditionnée par les politiques conduites à l'amont ;

RECOMMANDE à la structure porteuse de participer activement à l'étude SOCLE pilotée par le SYMADREM pour porter les enjeux du SAGE ;

SOULIGNE l'enjeu de reconnaître le syndicat mixte de la Camargue gardoise comme acteur de la gestion des zones humides et du ressuyage des crues et de prendre en compte ce rôle dans l'organisation en cours de la compétence GEMAPI à l'échelle du delta ;

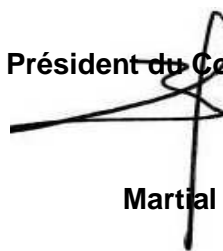
INVITE la commission locale de l'eau à prévoir lors de la prochaine révision du SAGE, l'intégration :

- des flux admissibles en nutriments ;
- des objectifs et recommandations de préservation et de restauration du milieu littoral et marin à l'issue de la synthèse des éléments de connaissance sur ces milieux, programmée par le SAGE ;
- et plus largement à s'inscrire résolument dans une stratégie d'anticipation du changement climatique ;

Sur ces bases,

EMET un avis favorable au projet de SAGE Camargue Gardoise.

Le Président du Comité de bassin,



Martial SADDIER

10 AOÛT 2018

SYNDICAT MIXTE POUR LA PROTECTION
ET LA GESTION DE LA CAMARGUE GARDOISE

PRÉFET COORDONNATEUR DE BASSIN RHÔNE-MÉDITERRANÉE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes

Délégation de bassin Rhône-Méditerranée

Lyon, le 6 août 2018

Affaire suivie par : Emmanuelle Lonjaret
Service Rhône-Méditerranée et plan Rhône
Pôle Délégation de bassin
Tél. : 04 26 28 66 20
Courriel : emmanuelle.lonjaret@developpement-durable.gouv.fr

Monsieur le président,

A la suite de l'adoption du projet de SAGE de la Camargue gardoise le 6 mars 2018 par la commission locale de l'eau que vous présidez et conformément à l'article R.436-48 du code de l'environnement, vous avez sollicité le comité des poissons migrateurs (COGEPOMI) du bassin Rhône-Méditerranée.

Le COGEPOMI consulté par voie électronique a émis un avis favorable sur le projet de SAGE sous réserve que le plan d'aménagement et de gestion durable fasse explicitement référence au plan de gestion des poissons migrateurs 2016-2021. Vous trouverez ci-jointe la délibération correspondante.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma considération distinguée.

DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
La directrice régionale

Françoise NOARS

Monsieur le président de la CLE
du SAGE de la Camargue gardoise
Syndicat mixte de la Camargue gardoise
Hôtel du département
rue Guillemette
30044 Nîmes CEDEX 9

délibération n°2018-1

du 31 juillet 2018

AVIS SUR LE PROJET DE SAGE DE LA CAMARGUE GARDOISE

Le comité de gestion des poissons migrateurs Rhône-Méditerranée (COGEPOMI), délibérant valablement,

Vu le code de l'environnement, article R436-48 6°,

Vu le règlement intérieur du COGEPOMI Rhône-Méditerranée,

Vu le plan de gestion des poissons migrateurs 2016-2021 (PLAGEPOMI) du bassin Rhône-Méditerranée,

Vu la validation du projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) de la Camargue gardoise par la commission locale de l'eau (CLE) le 6 mars 2018 ,

Vu le rapport du directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes,

RAPPELLE que le périmètre du SAGE de la Camargue gardoise est compris en totalité dans l'enveloppe des zones d'action pour les poissons grands migrateurs telle que définies dans le PLAGEPOMI 2016-2021. Il renvoie pour illustration à la carte des enjeux grands migrateurs en annexe.

CONSTATE que :

- les enjeux généraux de préservation et de restauration des populations de poissons grands migrateurs n'apparaissent pas directement dans le projet : ni le plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD) ni l'atlas cartographique ne mentionnent le règlement européen anguille, le plan national anguille ou le PLAGEPOMI Rhône-Méditerranée ;
- les poissons migrateurs sont explicitement mentionnés dans la disposition du PAGD A3.1. qui vise à l'inventaire de la ressource piscicole et à l'évaluation de l'impact des ouvrages sur la circulation des espèces.

CONSIDERE que :

- l'enjeu de continuité écologique réside désormais sur le territoire du SAGE en la consolidation de la bancarisation des petits ouvrages de lagunes et de zones humides dans le ROE (référentiel des obstacles à l'écoulement) ;
- plus largement que sous l'angle de la continuité écologique, c'est sous celui des impacts de la gestion des milieux aquatiques ou humides sur les populations de poissons que doit être abordée la question des grands migrateurs sur le territoire ;

- la commission locale de l'eau a un rôle important à jouer, en lien avec les territoires voisins, sur la connaissance et la sensibilisation aux enjeux des espèces de poissons migrateurs.

DEMANDE en conséquence que la mise en oeuvre du PAGD prenne bien en compte les objectifs afférents aux poissons grands migrateurs. Particulièrement, les plans de gestion des zones humides dont la mise en place est soutenue par le SAGE doivent intégrer l'enjeu de préservation du cycle de vie des poissons migrateurs ;

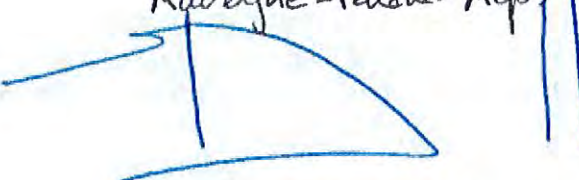
PROPOSE que la rédaction de la disposition A3.1 soit reprise pour faire mention de l'absence de procédures de police récentes constatant le braconnage de la civelle, ce qui atteste vraisemblablement d'un enjeu faible, et en régression, sur le territoire ;

ÉMET UN AVIS FAVORABLE sur le projet de SAGE de la Camargue gardoise sous réserve que le PAGD fasse explicitement référence au plan de gestion des poissons migrateurs 2016-2021 ;

ENGAGE par ailleurs la structure porteuse du SAGE à communiquer sur les actions menées sur les espèces amphihalines auprès des différents publics et à les faire connaître à la DREAL de bassin qui en informera le COGEPOMI.

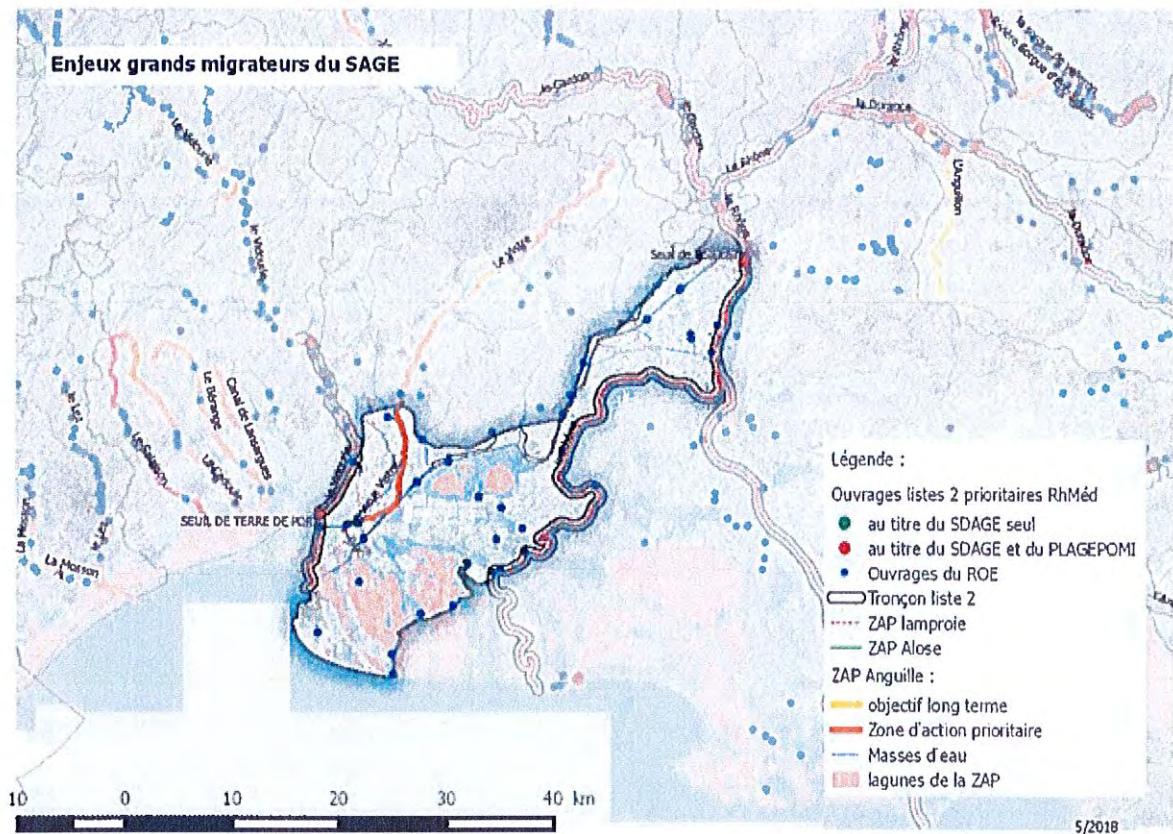
Le président du COGEPOMI

Le Préfet de la région
Auvergne-Rhône-Alpes



Stéphane BOVILLON

ANNEXE





Établissement Public
Territorial de Bassin
du Vistre

Syndicat Mixte de Protection et de
Gestion de la Camargue gardoise
Centre du Scamandre
Route des Iscles Gallician
30 600 VAUVERT

à l'attention de M. Le Président

À Caissargues,

Le 11/07/2018

objet : Consultation de l'EPTB Vistre sur le projet de SAGE Camargue gardoise

Monsieur le Président,

vos références :

nos références :
2018/CR/161

dossier n° :

suivi par :
Charlotte Redon

Par courrier en date du 21 mars dernier, vous nous avez sollicités dans le cadre de la consultation des assemblées sur le projet de SAGE Camargue gardoise.

J'ai l'honneur de vous annoncer que l'EPTB Vistre émet un avis favorable. Toutefois, j'attire votre attention sur certains points :

- 1) PAGD - p23 – paragraphe « un territoire vulnérable aux pollutions » :
« l'eau du Vistre draine, en amont du territoire, les eaux des cadereaux de Nîmes ». Or, les cadereaux de Nîmes font partie des affluents du Vistre, qui lui, draine plus largement les plaines du Vistre et du Rhône.
- 2) PAGD – disposition C1-1 – description de la disposition :
« Mobilisation d'une cellule de crise « ressuyage de la basse vallée du Vidourle et du Vistre » dont l'objet est : [...]
 - ~~Pomp~~age démarrage préventif de la station et ouverture de l'ouvrage hydraulique vanné pour évacuation gravitaire des eaux [...]
 - Décision de démarrage et arrêt de la station et manipulation de l'ouvrage hydraulique vanné selon les niveaux constatés dans le contre-canal [...]. »
- 3) PAGD – disposition C2-1 – contexte :
« le PAPI 2 Vistre [...] :
 - Gestion des ouvrages de protection hydraulique : sécurisation de la digue de la Méjane au Cailar (réalisé PAPI 1) [...] ». La sécurisation des digues à Le Cailar a été étudiée dans le cadre du PAPI 1 Vistre mais les travaux structurels restent à réaliser (action non inscrite au PAPI 2 Vistre).

pièce(s) jointe(s) :

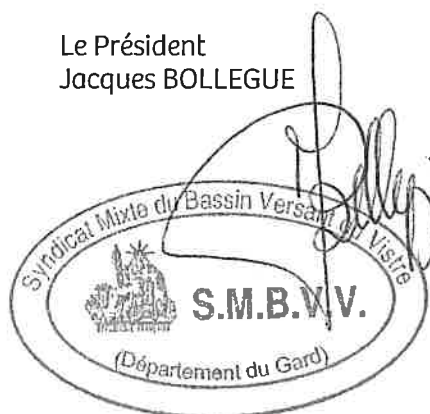
copie(s) :

4) PAGD – disposition C2-3 – contexte :

« Il convient cependant de s'assurer de leur gestion et de leur entretien afin de mieux maîtriser les impacts potentiels [...], notamment en ce qui concerne les « petits ouvrages hydrauliques ». Afin de distinguer ces petits ouvrages des ouvrages classés, il semblerait utile d'ajouter la distinction suivante « petits ouvrages hydrauliques non inclus dans un système d'endiguement ou dans un aménagement hydraulique ayant pour vocation la protection contre les inondations ».

Veillez accepter, Monsieur le Président, l'assurance de mes respectueuses salutations.

Le Président
Jacques BOLLEGUE



Séance du 2 juillet 2018

Nombre de conseillers		
En exercice	Présents	Votants
31	17	27
QUESTION N°		
18-103		
OBJET		
Avis projet SAGE Camargue Gardoise		
ONT VOTE		
Pour	Contre	Abst.
27	0	0
CONVOCAISON		
26/06/2018		
DEPOT EN PREFECTURE		

Le deux juillet deux mille dix-huit, le conseil de la communauté de communes Beaucaire Terre d'Argence étant assemblé en session ordinaire, au siège de la communauté à Beaucaire, après convocation légale sous la présidence de Monsieur Juan MARTINEZ,

Etaient présents : Mmes et MM. Jean Michel AZEMA, Michel BRESSOT, Catherine Marie CHARDON CLIMENT, Gilles DONADA, Mireille FOUGASSE, Jean Marie FOURNIER, Jean Marie GILLES, Claude JANVIER, Cristelle HUGOUNENQ, Linda LESEL, Juan MARTINEZ, Elisabeth MONDET, Maurice MOURET, Lucie ROUSSEL, Julien SANCHEZ, Claudine SEGERS, Max SOULIER

Etaient absents : Mme et MM. Jacques BONHOMME, Didier CORRIAS, Hélène DEYDIER, Myriam NESTI

Procuration : de Nathalie ABLAIN à Gilles DONADA, Christophe ANDRE à Cristelle HUGOUNENQ, Yvan CORBIERE à Mireille FOUGASSE, Gilles DUMAS à Jean Michel AZEMA, Jean Pierre FUSTER à Julien SANCHEZ, Eric ORTIZ à Cathy CLIMENT, Olivier RIGAL à Juan MARTINEZ, Evelyse ROL à Max SOULIER, Sylvie ROSSIGNOL PUT à Jean Marie GILLES, Yvette ROUVIER CIMINO à Maurice MOURET

Conformément à l'article L 5211-1 du CGCT, est désignée comme secrétaire de séance Madame Linda LESEL

Vu le courrier de consultation des assemblées sur le projet de SAGE Camargue Gardoise daté du 21 mars 2018, reçu à la CCBTA le 27 mars 2018,

Considérant l'article L212-6 du Code de l'Environnement, il convient de formuler un avis dans un délai de 4 mois à compter du 21 mars 2018.

Accusé de réception en préfecture
030-243000585-20180702-18-103-DE
Date de télétransmission : 05/07/2018
Date de réception préfecture : 05/07/2018

Monsieur le Président expose au conseil communautaire que le syndicat mixte de protection et de gestion de la Camargue Gardoise consulte les assemblées dans le but de recueillir l'avis de chacune d'entre elles sur le projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux (S.A.G.E) « Camargue Gardoise ».

Monsieur le Président rappelle que le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E) fixe, pour une unité hydrographique cohérente, les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau (article L 211-1 du Code de l'environnement).

Cet outil stratégique de planification, dont l'objectif principal est la recherche d'un équilibre durable entre protection des milieux aquatiques et satisfaction des usages, doit permettre d'adapter aux enjeux du territoire, le dispositif réglementaire existant dans le domaine de l'eau.

Après l'approbation d'un premier S.A.G.E en 2001, il apparaît nécessaire en 2010 de réviser le S.A.G.E Camargue Gardoise pour être d'une part, conforme aux dispositions de la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006, et d'autre part, compatible avec le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E) du bassin Rhône méditerranée du 20 novembre 2009.

Par arrêté préfectoral du 22 avril 2010, le périmètre du SAGE a été étendu vers le nord du territoire en Terre d'Argence (Beaucaire, Bellegarde et Fourques).

Le S.A.G.E. est constitué de deux documents présentés : le P.A.G.D. (Plan d'Aménagement et de Gestion Durable) et le règlement, tous deux disposant d'une annexe cartographique.

Le P.A.G.D. définit les priorités du territoire en matière de politique et l'eau et des milieux aquatiques, les objectifs généraux et les mesures pour les atteindre. Il fixe les conditions de réalisation du S.A.G.E, notamment en évaluant les moyens techniques et financiers nécessaires à sa mise en œuvre.

12 objectifs généraux ont ainsi été retenus :

A. Préserver, restaurer et gérer durablement les zones humides du territoire et les activités qui leur sont liées :

- Préserver et restaurer les zones humides
- Concilier usages et milieux
- Poursuivre et approfondir la connaissance des zones humides

B. Suivre et reconquérir la qualité des eaux et des milieux aquatiques

- Consolider et améliorer les connaissances
- Sensibiliser, accompagner et promouvoir de bonnes pratiques
- Définir des actions de préservation des ressources, de lutte contre la pollution et de restauration de la qualité des milieux

C. Gérer le risque sur un territoire inondable en continuité hydraulique avec d'autres territoires

- Pérenniser l'organisation mise en place et poursuivre l'application du principe de non-aggravation du risque
- Améliorer la prévention du risque inondation et construire la résilience du territoire
- Poursuivre et valoriser la connaissance du risque inondation

D. Assurer une gouvernance locale de l'eau tenant compte des interactions hydrauliques avec les territoires voisins

- Conforter la gouvernance locale dans le domaine de l'eau
- Rechercher une cohérence supra-bassin aux problématiques de l'eau
- Faire vivre et mettre en œuvre le SAGE

Accusé de réception en préfecture
030-243000585-20180702-18-103-DE
Date de télétransmission : 05/07/2018
Date de réception préfecture : 05/07/2018

Le règlement fixe des règles particulières nécessaires pour atteindre les objectifs dans le P.A.G.D.

Le P.A.G.D préconise en objectif A1-3 d' « éviter les travaux ou aménagements pouvant entraîner le cloisonnement, l'imperméabilisation, le remblai, l'assèchement ou la mise en eau des zones humides ». Aussi, il précise de « préserver et maintenir les espaces de bon fonctionnement des zones humides » et qu'« en cas de nécessaire compensation, la CLE rappelle que celle-ci doit viser une valeur guide de 200% de la surface perdue, dont 100% pour une zone humide fortement dégradée en visant des fonctions équivalentes à celles impactées par le projet, et 100% par amélioration des fonctions de zones humides partiellement dégradées ».

La CCBTA a d'ores et déjà engagé des frais pour des études concernant le port de plaisance intercommunal à Fourques, pour lequel l'étude faune/flore et l'étude d'impact ont déjà eu lieu avec force détails. C'est un projet phare de notre intercommunalité, situé dans le prolongement des espaces déjà artificialisés, permettant de limiter l'étalement urbain et répondant aux exigences des services de l'Etat.

Les recommandations mentionnées ci-dessus pourraient mettre en péril la faisabilité de l'opération.

Pour atteindre l'objectif A1-4 du P.A.G.D, la CLE encourage les PLU/PLUi à « prévoir la réalisation d'un inventaire des zones humides à la parcelle » sur les secteurs potentiellement urbanisables, y compris les zones humides de moins de 1 000 m² ; la CLE recommande que les zones humides ainsi inventoriées et cartographiées soient portées à la connaissance de la CLE et fassent l'objet de mesures de préservation via les orientations et règles inscrites dans les documents d'urbanisme »

De plus, au travers de l'objectif A2-1 du P.A.G.D, « la CLE recommande que des plans de gestion locaux des zones humides (et d'étangs, selon le secteur concerné) soient élaborés et mis en œuvre par les structures locales de gestion, les personnes publiques compétentes qui sont définies comme les collectivités territoriales et leurs établissements publics ».

Les recommandations mentionnées ci-dessus sont de nature à impacter, de manière notable, le budget affecté aux études et l'élaboration des documents d'urbanisme en faisant financer par les communes des études (encore !) non prévues par les dispositions nationales et l'élaboration des documents d'urbanisme.

Pour viser l'objectif B2-6, « la CLE recommande que les collectivités territoriales ou leurs établissements publics compétents dressent un rapport annuel de l'avancement de la mise en conformité des installations et le transmettent à la CLE ».

Ce type de document est déjà transmis à l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse.

Accusé de réception en préfecture
030-243000585-20180702-18-103-DE
Date de télétransmission : 05/07/2018
Date de réception préfecture : 05/07/2018

Dans l'objectif C1-5, la CLE recommande qu'« en zone inondable par débordement du Rhône ou Petit Rhône, la spécificité de l'activité agricole soit prise en considération pour déterminer la constructibilité des bâtiments agricoles en zone inondable » selon la doctrine de juillet 2006. Est-ce que cette doctrine qui date de 2006 a-t-elle été intégrée au PPRi ? Y-a-t-il compatibilité entre les deux ?

Le SAGE par ses prescriptions, études complémentaires (inventaires des zones humides à la parcelle à la charge des communes) rajoute encore des contraintes et des normes locales aux normes nationales.

Nos collectivités en lien avec les associations d'élus demandent un moratoire sur les normes. Ce n'est pas pour en rajouter nous-mêmes au niveau local.

Appliquons les textes en vigueur, certes, mais sans ajouter d'interprétations larges afin de ne pas pénaliser de trop nos acteurs locaux (agriculteurs principalement, et autres...)

D'autant que dans certains cas de compensation 200%, les collectivités que nous sommes n'ont pas d'outils à disposition pour trouver des espaces de compensation, ce qui est de nature à remettre en cause certains projets.

La CCBTA n'est pas adhérente du Syndicat Mixte pour la protection et la gestion de la Camargue Gardoise et ne souhaite pas le devenir mais ceci n'empêchera en rien des coopérations thématiques avec le Syndicat Mixte au titre de la Gestion des Milieux Aquatiques (GEMA) au cas par cas.

Les procédures environnementales sont déjà en cours sur notre territoire, et nous ne souhaitons pas **ajouter** des obligations locales aux obligations législatives et réglementaires.

Où l'exposé du président

Demande au conseil communautaire de se prononcer sur l'avis suivant :

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire à l'unanimité :

Article 1 : La CCBTA émet un **avis défavorable** au projet de schéma d'aménagement et de gestion des eaux (S.A.G.E) « Camargue Gardoise ».

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa réception par le représentant de l'Etat et de sa publication ou sa notification.

Le Président de la communauté de communes « Beaucaire Terre d'Argence » et le Trésorier sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil communautaire

A Beaucaire, le
Le Président,
Juan MARTINEZ



Certifié exécutoire.
compte tenu de la transmission
en préfecture le
et la publication le

Accusé de réception en préfecture
030-243000585-20180702-18-103-DE
Date de télétransmission : 05/07/2018
Date de réception préfecture : 05/07/2018

REPUBLIQUE FRANCAISEDEPARTEMENT DU GARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE FOURQUES**

DL N° 2018-035 (9.1)

SÉANCE DU JEUDI 3 MAI 2018

Nombre de membres :

- afférents au Conseil municipal : 23
- en exercice : 23
- qui ont pris part à la délibération : 19

Date de la convocation : 24.04.2018Date d'affichage : 05.05.2018

L'an deux mil dix-huit et le jeudi trois mai à dix-huit heures quinze minutes, le conseil municipal de la commune de Fourques, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gilles Dumas, maire.

Présents : ARSAC Claudie, ATHENOUX Odile, AZEMA Jean-Michel, Aimé BARACHINI, Marie-José BERGIER, Yolande BOUVIER, Yvan CAVALLINI, Joëlle DE JAGER, Michel DELAWOEUVRE, Patricia DISSET, Gilles DUMAS, Alain FOUQUE, Vanesia FRIZON, Georges GUIRARD, Robert HEBRARD, Thérèse MERCANTI, Myriam NESTI, Michel PAULET, Jean-Paul RABANIT.

Absents excusés : Mmes Nadine CASTELLANI et Stéphanie GILENI. MM. Sébastien LESAGE et David RIBES.

Secrétaire de séance : M. Jean-Michel AZEMA

OBJET : Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (S.A.G.E.)

Monsieur Aimé Barachini, conseiller municipal délégué, expose que le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) fixe, pour une unité hydrographique cohérente les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau (article L 211-1 du Code de l'environnement).

Cet outil stratégique de planification, dont l'objectif principal est la recherche d'un équilibre durable entre protection des milieux aquatiques et satisfaction des usages, doit permettre d'adapter aux enjeux du territoire, le dispositif réglementaire existant dans le domaine de l'eau. Toutefois, les S.A.G.E. doivent conserver une pleine compatibilité avec la réglementation en vigueur, et notamment avec :

- la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE),
- la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques n°2006-1772 du 30 décembre 2006,
- le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Rhône méditerranée.

Le S.A.G.E. est constitué de deux documents présentés : le P.A.G.D. (Plan d'Aménagement et de GESTION Durable) et le règlement, tous deux disposant d'une annexe cartographique.

Le P.A.G.D. définit les priorités du territoire en matière de politique et l'eau et des milieux aquatiques, les objectifs généraux et les mesures pour les atteindre. Il fixe les conditions de réalisation du S.A.G.E, notamment en évaluant les moyens techniques et financiers nécessaires à sa mise en œuvre.

12 objectifs généraux ont ainsi été retenus :

- A. Préserver, restaurer et gérer durablement les zones humides du territoire et les activités qui leur sont liées :
 - Préserver et restaurer les zones humides
 - Concilier usages et milieux
 - Poursuivre et approfondir la connaissance des zones humides
- B. Suivre et reconquérir la qualité des eaux et des milieux aquatiques
 - Consolider et améliorer les connaissances
 - Sensibiliser, accompagner et promouvoir de bonnes pratiques
 - Définir des actions de préservation des ressources, de lutte contre la pollution et de restauration de la qualité des milieux
- C. Gérer le risque sur un territoire inondable en continuité hydraulique avec d'autres territoires
 - Pérenniser l'organisation mise en place et poursuivre l'application du principe de non-aggravation du risque
 - Améliorer la prévention du risque inondation et construire la résilience du territoire
 - Poursuivre et valoriser la connaissance du risque inondation
- D. Assurer une gouvernance locale de l'eau tenant compte des interactions hydrauliques avec les territoires voisins
 - Conforter la gouvernance locale dans le domaine de l'eau
 - Rechercher une cohérence supra-bassin aux problématiques de l'eau
 - Faire vivre et mettre en œuvre le SAGE

Le règlement fixe des règles particulières nécessaires pour atteindre les objectifs dans le P.A.G.D.

Le conseil municipal,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

EMET un avis favorable au projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau tel qu'il est présenté dans sa version de mars 2018 validée par la Commission Locale de l'Eau,

Pour extrait certifié conforme.



Le maire,
Gilles Dumas.

Accusé de réception en préfecture
030-213001175-20180503-2018-035-DE
Date de télétransmission : 07/05/2018
Date de réception préfecture : 07/05/2018

Acte rendu exécutoire après
dépôt en préfecture du Gard
le :

DÉPARTEMENT DU GARD
D.E.V.P.N

COURRIER ARRIVE LE

Fourques, le

12 juillet 2018

Commune de Fourques

30300

13 JUL. 2018

Le maire de Fourques

Téléphone 04 90 93 62 27

Télécopie 04 90 49 73 41

Courriel : contact@mairiefourques30.fr

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU GARD
SERVICE COURRIER

13 JUL. 2018

COURRIER ARRIVE

à
Syndicat Mixte pour la Protection et
la Gestion de la Camargue Gardoise
Hôtel du Département
Rue Guillemette

30044 NIMES CEDEX 9

A l'attention de Mme Sonia PAGES, chargée de mission SAGEObjet : Projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'EauBORDEREAU D'ENVOI

- Copie de la délibération N° 2018-051 du 10 juillet 2018, annule et remplace la DL N° 2018-035 du 3 mai 2018.

Meilleures salutations.



COPIE

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU GARD

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE FOURQUES**

DL N° 2018-051 (9.1)

SÉANCE DU MARDI 10 JUILLET 2018

Nombre de membres :

- afférents au Conseil municipal : 23
- en exercice : 23
- qui ont pris part à la délibération : 21

Date de la convocation : 04.07.2018

Date d'affichage : 11.07.2018

L'an deux mil dix-huit et le mardi dix juillet à dix-huit heures trente minutes, le conseil municipal de la commune de Fourques, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Gilles Dumas, maire.

Présents : ARSAC Claudie, ATHENOUX Odile, AZEMA Jean-Michel, Aimé BARACHINI, Marie-José BERGIER, Yolande BOUVIER, Nadine CASTELLANI, Yvan CAVALLINI, Joëlle DE JAGER, Michel DELAWOEVRE, Patricia DISSET, Gilles DUMAS, Alain FOUQUE, Georges GUIRARD, Robert HEBRARD, Thérèse MERCANTI, Michel PAULET, Jean-Paul RABANIT.

Absents excusés avec pouvoir : M. Sébastien LESAGE donne pouvoir à M. Georges GUIRARD. Mme Myriam NESTI donne pouvoir à M. Jean-Michel AZEMA. M. David RIBES donne pouvoir à M. Aimé BARACHINI.

Absente excusée : Mmes Stéphanie GILENI et Vanesia FRIZON.

Secrétaire de séance : M. Jean-Michel AZEMA

**OBJET : Projet Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau
S.A.G.E.**

M. le maire rappelle au conseil municipal que par délibération N° 2018-035 du 3 mai 2018 la commune a émis un avis favorable au projet de SAGE Camargue Gardoise

Cependant certaines préconisations relevées dans le règlement de ce Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau ont fait l'objet d'observations par les services juridique et d'urbanisme de la Communauté de Communes « Beaucaire Terre d'Argence » qui ont attirés l'attention :

Le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (P.A.G.D.) préconise en objectif A1-3 d'« éviter les travaux ou aménagements pouvant entraîner le cloisonnement, l'imperméabilisation, le remblai, l'assèchement ou la mise en eau des zones humides ». Aussi, il précise de « préserver et maintenir les espaces de bon fonctionnement des zones humides » et que « en cas de nécessaire compensation, la CLE rappelle que celle-ci doit viser une valeur guide de 200% de la surface perdue, dont 100% pour une zone humide fortement dégradée en visant des fonctions équivalentes à celles impactées par le projet, et 100% par amélioration des fonctions de zones humides partiellement dégradées ».

La Communauté de Communes « Beaucaire Terre d'Argence » a d'ores et déjà engagé des frais pour des études concernant le port de plaisance intercommunal à Fourques, pour lequel l'étude faune/flore et l'étude d'impact ont déjà eu lieu avec force détails. C'est un projet phare de notre intercommunalité, situé dans le prolongement des espaces déjà artificialisés, permettant de limiter l'étalement urbain et répondant aux exigences des services de l'Etat.

Les recommandations mentionnées ci-dessus pourraient mettre en péril la faisabilité de l'opération.

Pour atteindre l'objectif A 1-4 du P.A.G.D., la CLE encourage les PLU/PLUi à « prévoir la réalisation d'un inventaire des zones humides à la parcelle sur les secteurs potentiellement urbanisables, y compris les zones humides de moins de 1.000m² ; la CLE recommande que les zones humides ainsi inventoriées et cartographiées soient portées à la connaissance de la CLE et fassent l'objet de mesures de préservation via les orientations et règles inscrites dans les documents d'urbanisme ».

De plus, au travers de l'objectif A2-1 du P.A.G.D., « la CLE recommande que des plans de gestion locaux des zones humides (et d'étangs, selon le secteur concerné) soient élaborés et mise en œuvre par les structures locale de gestion, les personnes publiques compétentes qui sont définies comme les collectivités territoriales et leurs établissements publics ».

Les recommandations mentionnées ci-dessus sont de nature à impacter, de manière notable, le budget affecté aux études et l'élaboration des documents d'urbanisme en faisant financer par les communes des études non prévues par les dispositions nationales et l'élaboration des documents d'urbanisme.

Le SAGE par ses prescriptions, études complémentaires, rajoute encore des contraintes et des normes locales aux normes nationales.

Suite à ces observations,

Le conseil municipal,
Le maire entendu,
Après en avoir délibéré,
A l'unanimité,

DECIDE de revenir sur les termes de la délibération N° 2018-035 du 3 mai 2018.

EMET un avis défavorable au projet de Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau tel qu'il est présenté dans sa version de mars 2018 ,

PRECISE que cette délibération annule et remplace la délibération N° 2018-035 du 3 mai 2018.

Pour extrait certifié conforme,

Le maire,
Gilles Dumas.



Accusé de réception en préfecture
030-213001175-20180710-2018-051-DE
Date de télétransmission : 11/07/2018
Date de réception préfecture : 11/07/2018

Acte rendu exécutoire après
dépôt en préfecture du Gard
le :



DEPARTEMENT DU GARD

VILLE
DE

BELLEGARDE
CABINET DU MAIRE

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

Bellegarde, le 23 mai 2018

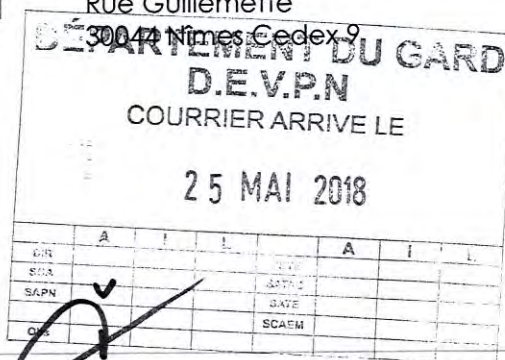
Le Maire,
Président de la Communauté de Communes
Beaucaire Terre d'Argence,

à



Syndicat Mixte Camargue Gardoise
Hôtel du Département
Rue Guillemette

30047 Nîmes Cedex 9



Nos réf. : JM/AC/CP 05.18/050

N°RAR :

Affaire suivie par Alexandre CORDIER, DGS

☎ 04 66 01 11 16

Objet : Délibération.

Nombre de Pièces	BORDEREAU D'ENVOI
1	<p>Monsieur,</p> <p>Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint les documents suivants :</p> <p>📄 Délibération N°18-040</p> <p>Vous en souhaitant une bonne réception, veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes meilleurs sentiments.</p>

Alexandre CORDIER,
Directeur général des services





DEPARTEMENT DU GARD
VILLE DE
BELLEGARDE
SECRETARIAT DE DIRECTION

☎ 04 66 01 11 16
☎ 04 66 01 61 64

NOMBRE DE CONSEILLERS		
En exercice	Présents	Votants
29	19	26

QUESTION N°
18-040
OBJET
PROJET
-
SAGE CAMARGUE
GARDOISE
-
AVIS DEFAVORABLE
ONT VOTE
Pour Contre Abs.
23 1 2
CONVOC. & AFFICHAGE
3 Mai 2018
DEPOT EN PREFECTURE
PIECE JOINTE
Projet SAGE
Camargue
Gardoise

Certifié exécutoire par le
Maire, compte tenu de la
réception en
Préfecture le...
et de la publication le ...

La présente délibération
peut faire l'objet d'un
recours pour excès de
pouvoir devant le Tribunal
administratif dans un délai
de deux mois à compter de
sa réception par le
représentant de l'Etat et de
sa publication ou de sa
notification.

EXTRAIT DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 17 mai 2018

Le dix-sept mai deux mille dix-huit, le Conseil municipal de la commune de Bellegarde étant assemblé en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale sous la présidence de Monsieur Juan MARTINEZ, Maire.

Etaient présents (19) : Juan MARTINEZ, Olivier RIGAL, Stéphanie MARMIER, Claudine SEGERS, Lucie ROUSSEL, Éric MAZELLIER, Marinette CANET, Roseline BOURRELLY, Isabelle GIOENI, Fabien SMAGGHE, Christophe GIBERT, Linda LESEL, Johan GALLET, Adrien HERITIER, Michel BORELLO, Jean-Paul GRANIER, Georgette ROUVRAY, Martine BASTIDE, Claude JANVIER.

Etaient absents (10) : Jean-Paul REY, Michel BRESSOT, Aurélie MUNOZ, Jérôme PANTEL, Frédéric ETIENNE, Fabienne JULIAC, Jacques BONHOMME, Alain DUCROS, Nathalie SIMONE, Françoise DENIS.

Procurations (7) : de Jean-Paul REY à Juan MARTINEZ, de Michel BRESSOT à Stéphanie MARMIER, d'Aurélien MUNOZ à Johan GALLET, de Jérôme PANTEL à Olivier RIGAL, de Frédéric ETIENNE à Christophe GIBERT, de Jacques BONHOMME à Georgette ROUVRAY, d'Alain DUCROS à Martine BASTIDE.

Conformément à l'article L 2121-15 du CGCT, est élu secrétaire de séance Monsieur Fabien SMAGGHE.

Monsieur le Maire explique au conseil municipal que le syndicat mixte de protection et de gestion Camargue et Gardoise font appel aux assemblées dans le but d'avoir l'avis de chacun sur leur projet « SAGE Camargue Gardoise ».

Monsieur le Maire rappelle ce qu'est un SAGE (Schéma d'aménagement et de gestion des Eaux), il explique que c'est une démarche de gestion concertée des ressources en eau et du milieu aquatique à l'échelle d'un territoire. Cette démarche est née de la loi sur l'eau en 1992, il s'agit de dresser un état des lieux puis fixer des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur et de protection de l'eau et des milieux aquatiques adaptés aux enjeux de son territoire. Par la suite ils énoncent des priorités, établit une référence commune et constitue un document d'orientation pour les administrations dont les décisions doivent être conformes ou compatibles avec le SAGE.

Monsieur le Maire informe qu'en 2001 un projet avait été fait, mais qu'il a été nécessaire de réviser ce projet pour adapter la loi de 2006 et le schéma Départemental. Cette révision comprend plusieurs étapes différentes qui ont abouti aujourd'hui à un projet de plan d'aménagement et de gestion durable (PAGD), à un règlement, ainsi qu'un rapport d'évaluation environnementale.

Monsieur le Maire dit qu'il s'agit d'approuver cette nouvelle étape de révision du SAGE Camargue Gardoise.



Or Monsieur le Maire dit que c'est un projet compliqué à cerner mais insiste sur le fait que cela est une question importante. Monsieur le Maire explique qu'il est d'ailleurs plutôt réticent car cela donne des obligations à ceux qui vivent dans ce territoire et notamment les agriculteurs (beaucoup de contraintes). Monsieur le Maire craint donc qu'il y ait trop de contraintes supplémentaires pour notre territoire, pour les agriculteurs et les habitants (en termes d'urbanisation, d'utilisation de l'eau d'irrigation etc...).

C'est pourquoi Monsieur le Maire propose d'émettre un avis défavorable.

Le Conseil,

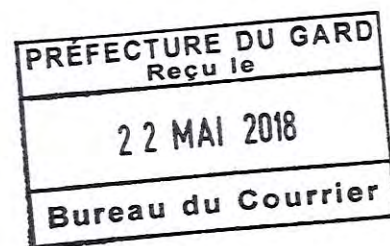
☞ **Vu** le projet SAGE Camargue Gardoise ;

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré :

-  **EMET UN AVIS D'FAVORABLE** à la nouvelle étape de révision du SAGE Camargue Gardoise.
-  **AUTORISE** Monsieur le Maire à entamer toutes démarches et à signer tous documents nécessaires.

*Pour extrait conforme,
Fait et délibéré à Bellegarde, le 17 mai 2018*

Le Maire,
Juan MARTINEZ



Syndicat Mixte
des Nappes

Vistrenque et Costières

Nombre de conseillers		
En exercice	Présents	Votants
25	4	4
Ont voté		
Pour	Contre	Abstention
4	/	/

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU COMITE SYNDICAL

DELIBERATION N° 18.06.14

Objet : Avis sur le projet de SAGE Camargue Gardoise

Le 25 juin deux mille dix-huit à quatorze heures, s'est réuni en mairie d'AUBORD le Comité Syndical du Syndicat Mixte des Nappes Vistrenque et Costières, sur convocation de son Président, Monsieur Sébastien TRICOU, en date du 21 juin 2018.

Etaient présents : MM : Benoit Dupret (Chambre d'Agriculture du Gard), Denis Merlo (NM), Alain Soirat (NM), Sébastien Tricou (CCPC).

Absents excusés : Mmes et MM : Myriam Angevin (Aigues-Vives), David Arnal (NM), Bernard Bedos (NM), Jacques Bollègue (NM), Marcel Bourrat (CCPC), Nathalie Calia (Vestric et Candiac), Philippe Carrière (SIVOM Moyen Rhony), Annick Chopard (CCPC), Michel Jarry (NM), Bernard Jullien (CCPC), Sophie Pages (CCPC), Joëlle Pascual (Vestric et Candiac), Olivier Rigal (CCBTA), Elian Salaçon (NM).

Présents ne participants pas au vote : Mmes et MM Isabelle Brunel (Secrétaire SMNVC) et Sophie Ressouche (Directrice SMNVC).

Monsieur le Président rappelle que la réunion peut se dérouler en l'absence du quorum dans la mesure où la précédente, convoquée le 20 juin 2018, avait été annulée faute de quorum.

La réunion a débuté à 14h00 sous la présidence de Monsieur Sébastien Tricou. Monsieur Denis Merlo ayant été désigné secrétaire de séance.

DELIBERATION N° 18.06.14

RAPPORTEUR : Sophie RESSOUCHE

EXPOSE :

Par courrier du 21 mars 2018, le Syndicat de la Camargue Gardoise sollicite l'avis du SMNVC sur le projet de SAGE Camargue Gardoise, conformément aux dispositions du code de l'environnement (article L212-6).

Le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) fixe, pour une unité hydrographique cohérente, les objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau (article L 211-1 du code de l'environnement).

Cet outil stratégique de planification, dont l'objectif principal est la recherche d'un équilibre durable entre protection des milieux aquatiques et satisfaction des usages, doit permettre d'adapter aux enjeux du territoire, le dispositif réglementaire existant dans le domaine de l'eau.

Le SAGE Camargue Gardoise a été initié en 1994-1995 par le Syndicat Mixte Camargue Gardoise et approuvé par arrêté préfectoral le 27 février 2001. Ce premier SAGE dont le périmètre concerne 360 km² sur 8 communes de la plaine de la Camargue Gardoise a la spécificité de concerner un complexe d'habitats humides d'eaux douces, salées ou saumâtres.

Il s'articule ainsi autour de 3 thèmes directeurs :

- qualité de l'eau et du milieu aquatique,
- gestion du risque inondations et
- développement durable autour des zones humides.

Après une phase de mise en œuvre notamment marquée par deux importantes inondations du territoire, la CLE s'intéresse dès 2009 à la révision du SAGE pour être rendu conforme avec la LEMA (loi sur l'eau et les milieux aquatiques) de 2006 et compatible avec le SDAGE RM de 2009.

La révision porte sur un nouveau périmètre du SAGE, arrêté par le préfet en avril 2010. Ce périmètre est étendu vers le nord-est et s'étend aujourd'hui sur 11 communes du sud Gard (Le Grau-du-Roi, Aigues-Mortes, Saint-Laurent d'Aigouze, Aimargues, Le Cailar, Beauvoisin, Vauvert, Saint-Gilles, Bellegarde, Fourques et Beaucaire), sur une superficie totale de 505 km².

Le périmètre du SAGE Camargue Gardoise recoupe une partie du périmètre du SAGE Vistre / Nappes Vistrenque et Costières dans sa partie aval.

L'un des axes majeur du SAGE Camargue Gardoise est la protection et la préservation des nombreuses zones humides qui caractérisent ce territoire.

Le SAGE Camargue Gardoise décline également un certain nombre d'orientations et d'objectifs qui sont complémentaires au SAGE VNVC, à savoir :

- Définir des actions de préservation des ressources, de lutte contre la pollution et de restauration de la qualité des milieux
- Sensibiliser, accompagner et promouvoir les bonnes pratiques pour la qualité de l'eau

politique de l'eau sur le territoire par la création d'un outil de gouvernance adapté : la commission inter-SAGE.

Enfin, il rappelle la nécessité de prendre en compte les objectifs de préservation de la ressource en eau souterraine dans les 3 zones de sauvegarde des nappes Vistrenque et Costières situées sur le territoire du SAGE CG en se référant aux dispositions du SAGE VNVC.

DECISION :

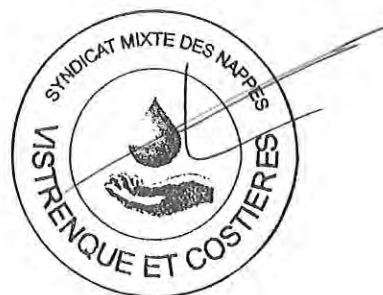
Après en avoir délibéré les membres du comité syndical décident à l'unanimité de rendre un avis favorable au projet de SAGE Camargue Gardoise.

Les membres du comité syndical se positionnent en faveur de la création d'une commission inter-SAGE réunissant le SAGE Camargue Gardoise et le SAGE Vistre / Nappes Vistrenque et Costières.

POUR EXPEDITION CONFORME
LE PRESIDENT



Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte en vertu
De son dépôt en Préfecture le : 29/06/2018
De sa notification le :
Et de sa publication le : 29/06/2018
Et informe qu'en vertu du Décret n°83-1205, le présent acte peut faire l'objet
D'un recours devant le Tribunal Administratif de Montpellier
Dans un délai de 2 mois à compter du : 29/06/2018



- Améliorer la prévention du risque inondation et engager la construction de la résilience du territoire
- Poursuivre et valoriser la connaissance du risque inondation
- Assurer une gouvernance locale de l'eau en tenant compte des interactions hydrauliques avec les territoires voisins

Les dispositions ayant plus spécifiquement un lien avec la préservation des eaux souterraines ont été examinées.

Ainsi, le SAGE Camargue Gardoise souhaite que les démarches de réduction voire de suppression de l'utilisation non agricole des produits phytosanitaires soient engagées et encouragées, notamment à travers l'adhésion des collectivités aux chartes locale et régionale. Les agents des collectivités, les jardiniers amateurs et le grand public sont également invités à se former aux techniques alternatives au désherbage chimique.

Le SAGE Camargue Gardoise encourage la mise en place d'actions de maîtrise des pollutions diffuses d'origine agricole, en partenariat avec le monde agricole, notamment sur les secteurs sensibles à l'eutrophisation, les aires d'alimentation de captages prioritaires et les zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable actuelle et future. Il incite au respect et à la bonne mise en œuvre des mesures de la Directive Nitrates. Il affiche la volonté de limiter les risques de pollutions ponctuelles liées aux activités des caves coopératives et particulières ainsi qu'au lavage des machines à vendanger, remplissage et lavage des cuves de pulvérisateurs.

Il reprend les préconisations de mises en sécurité des têtes de forage formulées par le SMNVC et reprises également dans le SAGE VNVC pour la réhabilitation des têtes de forages domestiques et incite à leur déclaration.

Il invite à faire aboutir les démarches de protection des captages prioritaires notamment, celui situé dans la nappe des alluvions du Rhône en plaine d'Argence à savoir le captage des Castagnottes à Saint-Gilles.

Concernant la préservation de la ressource en eau souterraine, le SAGE Camargue Gardoise intègre notamment la cartographie des zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable actuelle et future des nappes Vistrenque et Costières, dans sa disposition : « Aménager durablement le territoire en intégrant les objectifs de non dégradation et de restauration de la qualité des milieux aquatiques ». Il invite les documents d'urbanisme à prendre en compte cette cartographie.

Pour s'assurer de la complémentarité des deux SAGE lors de leur mise en œuvre, la disposition suivante : « Poursuivre et consolider la coordination inter-SAGE » a été rédigée dans le volet « Gouvernance ». Cette disposition rappelle le souhait émis par les deux CLE (Commission Locale de l'Eau) d'assurer la cohérence des orientations de gestion des ressources en eaux et des milieux aquatiques sur le périmètre commun aux deux SAGE.

PROPOSITION :

Dans la mesure où les objectifs du SAGE Camargue Gardoise vont dans le même sens de préservation de la ressource en eau et des milieux aquatiques que ceux du SAGE Vistre Nappes Vistrenque et Costières, Monsieur le Président propose aux membres du comité syndical de rendre un avis favorable sur le projet de SAGE Camargue Gardoise.

Il souligne le travail de collaboration entre l'animatrice SAGE CG, l'animatrice SAGE VNVC et la directrice du syndicat pour la bonne prise en compte des objectifs communs à chacun des deux SAGE. Il insiste sur l'intérêt d'aller plus loin dans la gestion commune de la